ASSEMBLÉE NATIONALE

17 juillet 2009

**PROTECTION PÉNALE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE
SUR INTERNET - (n° 1841)**

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 639

présenté par
M. Dionis du Séjour

ARTICLE 3 BIS

Après le mot :

« cas, »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 4 :

« il n'y a pas de suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne ou de communications électroniques. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La peine complémentaire est déjà potentiellement assez lourde (contraventions de la cinquième classe).

De plus, une suspension pour une durée maximum d'un mois n'a pas de sens car elle est très coûteuse à mettre en oeuvre alors qu'elle vise un temps relativement court.